



En guise de conclusion

Aujourd'hui, les femmes font de plus en plus entendre leur voix, que ce soit par le biais des mouvements féminins du monde entier ou dans les organisations de la société civile, dans les structures étatiques et la classe politique et dans les milieux du développement. Les processus de démocratisation, auxquels les mouvements féminins ont contribué, ont modifié les conditions qui déterminent l'action collective des femmes. Après quelques déboires et une période d'hésitation, des stratégies revues et corrigées en fonction des règles du jeu démocratiques ont permis aux femmes d'accéder au pouvoir politique. L'entrée d'un plus grand nombre de femmes dans les parlements nationaux, dans les conseils municipaux et d'autres administrations locales a non seulement consolidé la démocratie dans le monde mais aussi offert à ces femmes la possibilité de changer l'ordre des priorités dans la prise de décision aux échelons national et local.

S'appuyant sur les revendications exprimées avec force par les mouvements féminins, "fémocrates" et femmes parlementaires se sont démenées pour inscrire les droits de la femme en matière de sexualité et de procréation dans la législation nationale et pour interdire la violence et la discrimination envers les femmes, où qu'elles se produisent et de qui elles viennent. Les premiers procès internationaux intentés pour crimes contre l'humanité dans des affaires d'agression sexuelle commises en temps de guerre ont marqué un tournant: désormais, les acteurs publics coupables de violence sexuelle auront des comptes à rendre non plus seulement aux citoyens de leur propre pays mais aussi à la société mondiale.

Ces changements politiques et législatifs, combinés à l'évolution des mœurs familiales et des pratiques culturelles, ont

permis aux femmes de faire une percée dans la sphère publique. Dix ans après Beijing, les causes de satisfaction sont nombreuses.

Mais les causes d'inquiétude sont nombreuses aussi. A l'occasion du dixième anniversaire de la Conférence de Beijing, les mouvements féminins réfléchiront non seulement à la domination persistante du néolibéralisme sur d'importants domaines de l'action politique mais aussi aux défis que posent la nouvelle donne géopolitique et l'apparition de courants politiques d'inspiration religieuse, qui s'expriment à l'échelle mondiale, nationale et locale. L'aspiration des femmes au changement social risque d'être reléguée au second plan, après les préoccupations sécuritaires. L'unilatéralisme fragilise le cadre multilatéral au sein duquel les réseaux féministes transnationaux se sont escrimés, des années durant, à obtenir la reconnaissance des droits des femmes. Dans un climat idéologique polarisé sur les préoccupations sécuritaires, et réfractaire à toute dissension interne, conserver les espaces autonomes au sein desquels les organisations et les mouvements féminins peuvent aborder les questions fondamentales et controversées de l'égalité des sexes et des libertés exigera de l'habileté politique et des alliances avec d'autres mouvements sociaux, des partis politiques et des États.

LIBÉRALISATION ÉCONOMIQUE

Dans notre réflexion sur le bilan des années 1990, nous avons accordé une attention particulière au rôle que peut jouer la politique de développement dans le renforcement ou la réduction

de la subordination des femmes. Nous avons vu que la persistance des inégalités entre les sexes était en partie due à l'orthodoxie de la politique dominante, axée sur l'austérité monétaire et budgétaire.

La libéralisation économique n'est pas allée sans heurts ni contestation; il y a toujours eu des espaces d'expérimentation et d'hétérodoxie, tant dans le champ macroéconomique que dans le champ social. Les prescriptions orthodoxes—qu'elles aient été appliquées sous la pression de Washington ou volontairement—ont donné, de l'avis même de leurs concepteurs, des résultats décevants. Les populations rurales ont vu leurs sources de revenus se précariser (et ont dû les diversifier) sous les effets conjugués du recul du soutien de l'État à l'agriculture nationale et de la montée de la concurrence de grands producteurs subventionnés. Puis, l'instabilité et la crise des marchés mondiaux de produits de base aidant, des populations entières ont sombré dans la pauvreté, la pénurie alimentaire et même la famine.

L'insécurité augmente aussi dans le monde entier en raison de l'essor de l'économie informelle, imposant une "flexibilité" qui n'est plus le moyen d'équilibrer vie professionnelle et vie personnelle, mais qui est devenue synonyme d'affaiblissement des normes du travail. En raison de la détérioration des programmes de santé publique et des services sociaux, de la fragilité de l'infrastructure et de l'indigence des dispositifs de protection sociale, les tâches d'assistance non rémunérées des femmes et des filles se sont alourdies—jusqu'à devenir intolérables en Afrique subsaharienne où l'épidémie de VIH/sida fait des ravages. En même temps, du fait de l'emprise croissante du marché, le travail rémunéré est devenu plus que jamais nécessaire pour tous les membres des ménages—hommes ou femmes, jeunes ou vieux.

Il convient néanmoins de souligner que cette politique économique, aussi préjudiciable fût-elle à tant de femmes et d'hommes du monde entier, a ouvert des perspectives nouvelles à certains groupes sociaux, parmi lesquels des femmes des milieux défavorisés. Les emplois créés dans les entreprises manufacturières à vocation exportatrice et dans les exploitations agricoles capitalistes qui exportent des produits à forte valeur ajoutée dans le monde, certes précaires et éphémères,

mal rétribués et assortis de conditions de travail médiocres, ont malgré tout été une aubaine pour beaucoup de femmes: ils leur ont apporté leur premier revenu discrétionnaire, de nouvelles relations sociales en dehors du cercle de leurs proches et de leur voisinage, la possibilité de ne pas se marier précocement et parfois d'épargner pour un avenir meilleur, d'investir dans l'éducation de leurs enfants ou de donner leur avis sur les dépenses du ménage. Cela n'a peut-être pas mis fin à la subordination des femmes ni ne les a soustrait à la protection des hommes, mais a donné à certaines les moyens de faire vaciller les piliers du patriarcat. A celles qui ont un capital et des ressources, la libéralisation des marchés a donné la possibilité de faire du commerce et d'investir ou encore d'acheter de la terre et un logement à leur nom et de les léguer à leurs enfants ou à leurs frères et sœurs, parfois contre la promesse d'une protection pendant leurs vieux jours.

Pour l'immense majorité des femmes, cependant, l'égalité avec les hommes restera un rêve tant que le marché sera le principal arbitre de la politique. Réaliser l'égalité des sexes exige des systèmes solides et transparents d'assurance mutuelle permettant de remédier à l'absence de droits, de moyens et de ressources. Pour cela, il faut des investissements, que les prescriptions orthodoxes jugent inadmissibles, garantissant des services de santé et d'enseignement publics qui fonctionnent bien et soient accessibles à tous, des normes et des droits du travail qui protègent l'emploi et les conditions de travail des femmes, et toute une gamme de services publics complémentaires (eau potable, assainissement, électricité, pavage des rues, éducation des enfants) qui soutiennent l'économie solidaire.

Des droits concrets supposent que l'accès aux ressources ne dépende pas des décisions arbitraires de tel ou tel fonctionnaire, des bonnes grâces d'un patron, du bon vouloir d'un époux ni d'un fournisseur en situation de monopole qui fixe les prix à sa guise.¹ Une véritable autonomisation suppose qu'il existe d'autres solutions institutionnelles que de dépendre des relations familiales et conjugales, du marché et des employeurs ainsi que des acteurs publics et non gouvernementaux, lorsque cette dépendance devient inacceptable. Cela suppose, d'une part, des emplois décents avec des droits garantis, des allocations convenables pour faire face aux difficultés de l'existence

(vieillesse, maladie, invalidité et périodes consacrées à la prise en charge d'autrui) et, d'autre part, un partage plus équitable des tâches non rémunérées entre les hommes et les femmes, donc une redéfinition du travail à temps plein.

DOMPTER LE LIBÉRALISME?

Le mécontentement général suscité par le programme de libéralisation a ramené l'attention sur les questions de politique sociale et de gouvernance. Certains milieux politiques sont d'avis que si la mondialisation doit se poursuivre, alors mieux vaut la “dompter” ou la “fondre” dans des mesures sociales et des réformes politiques.² Toutefois, le potentiel d'une telle démarche est affaibli par la domination persistante de l’“intégrisme du marché” dans certaines des plus influentes sphères de décision.³

Les orientations économiques actuelles engendrent beaucoup plus de misère et d'inégalités sociales qu'elles ne résolvent de problèmes. Les remèdes proposés risquent donc de reproduire les inconvénients désormais bien connus des minima sociaux de l'époque de l'ajustement structurel. Avec la libéralisation des échanges commerciaux (qui réduit les taxes à l'importation et à l'exportation) et les contraintes imposées par la mobilité des capitaux (réduction de l'impôt sur les sociétés, des plus-values et de l'impôt sur les revenus), les gouvernements ont beaucoup de peine à engranger les recettes dont ils ont besoin pour financer les services publics et les transferts sociaux nécessaires pour réparer les dégâts de la politique économique. En résumé, mesures macroéconomiques et mesures sectorielles sont incompatibles.

On commence à comprendre aujourd'hui que ce n'est pas en réduisant le rôle de l'État que l'on obtiendra une gestion efficace des affaires publiques. La réforme néolibérale est critiquée par certains de ses propres architectes qui admettent son incapacité à déployer la notion d'État dans toutes ses dimensions et à délimiter clairement le champ d'action et la puissance de l'État.⁴ Même dans la conception étroite de la gouvernance, qui est celle des institutions financières internationales (IFI),

l'État souple et coopératif qui assure la régulation de l'industrie privée et de services sociaux marchands est un État qui a des moyens (formation, salaires et incitations).

On s'aperçoit aussi que, dans toute l'histoire du capitalisme, l'État moderne envisagé dans les réformes de la gouvernance—doté d'un appareil administratif et d'un pouvoir judiciaire légers et intègres, aptes à créer les conditions requises pour une concurrence effrénée, des droits de propriété individuelle inviolables, des contrats respectés—n'a jamais existé.⁵ C'est dire que les modèles de réforme institutionnelle actuellement imposés aux pays en développement pour doper la croissance ne donneront pas forcément naissance à un secteur privé dynamique, du moins si l'on se fie à l'histoire. Les dangers de la “monoculture”⁶ institutionnelle sont tels que, face à l'indiscipline des institutions des pays en développement, les réformes de la gouvernance connaîtront autant de problèmes que les réformes économiques.⁷

Pourtant, une attaque en règle est menée contre le marché national et les institutions de l'État pour les faire ressembler à ce modèle abstrait. Dans cet État et ce marché idéaux, l'égalité des sexes n'a pratiquement aucune place puisque le “marché abstrait” et l'État “rationnel légal” se fondent sur la notion de libre-choix rationnel, sans entraves, de l'individu. Comme l'a montré l'analyse présentée dans le rapport, les femmes ne correspondent pas à cet idéal-type. Elles ont des personnes à prendre en charge. Des institutions sexistes et la conception restreinte de la participation qui découle de certaines réformes de la gouvernance peuvent les empêcher de faire entendre leur voix dans le monde de la politique.

VERS UN MODÈLE POLITIQUE ÉQUITABLE POUR LES DEUX SEXES

Toute proposition alternative doit éviter de prescrire une solution identique pour tous comme l'ont fait les approches orthodoxes, et tenir compte de l'immense diversité institutionnelle, historique, sociale et politique des pays.⁸ En un sens, l'élaboration d'une politique macroéconomique soucieuse de l'équité entre les sexes est un art pour lequel il n'existe pas de recette

simple. Néanmoins, certains principes directeurs doivent être respectés : éviter les mesures déflationnistes qui sacrifient la croissance et la création d'emplois, faire de l'égalité un objectif central au même titre que la stabilité macroéconomique et veiller à ce que les mesures macroéconomiques et les mesures sectorielles soient compatibles et complémentaires. Pour reprendre les termes d'un éminent économiste :

“Le conservatisme financier impose des exigences importantes, mais qui doivent être interprétées à la lumière des objectifs généraux de la politique publique. La dépense publique sert aussi à garantir de nombreuses capacités élémentaires, ce point ne doit pas être oublié, même lorsqu'on veut répondre au besoin instrumental de stabilité macro-économique. Ce dernier impératif devrait d'ailleurs être évalué dans le cadre plus large de l'ensemble des objectifs sociaux.”⁹

La croissance économique crée les conditions nécessaires pour échapper à la pauvreté, relever les niveaux de vie et dégager les ressources qui financeront les mesures redistributives, mais elle ne suffit pas pour garantir l'égalité des sexes. Les niveaux de croissance atteints en Asie de l'Est, qui suscitent tant d'admiration, ont peut-être produit des sociétés relativement égalitaires en ce qui concerne la répartition de la richesse et des revenus entre les classes sociales et les ménages, mais qui sont loin d'être égalitaires en ce qui concerne les relations entre les hommes et les femmes et leurs situations respectives. Cela ne veut pas dire que la croissance est par essence incompatible avec l'égalité des sexes, mais qu'elle s'accompagne ou résulte parfois d'une très forte hiérarchisation des sexes. Elle permet par exemple aux femmes d'accéder à l'emploi, mais sur un marché du travail où la ségrégation sexuelle est tenace. Pour que la croissance devienne compatible avec l'égalité des sexes, il faut donc des mesures spécifiques : régulation sociale de tous les marchés du travail afin d'éroder les préjugés antiféminins et d'éliminer les discriminations responsables de la persistance de la ségrégation sexuelle, et suppression des obstacles structurels qui empêchent les femmes de tirer parti des possibilités nouvelles qu'offre le marché du travail.

De même, lorsque des taux de croissance plus élevés sont associés à des mesures fiscales qui augmentent les recettes publiques, les ressources ainsi générées ne sont pas nécessairement

dépensées dans un souci d'équité entre les sexes. Pour que les femmes et les filles bénéficient de la part des dépenses publiques qui devrait leur revenir, grâce, par exemple, à des systèmes de sécurité sociale adaptés, il faut que les pouvoirs publics fixent les objectifs correspondants et se dotent de mécanismes garantissant que les dépenses nécessaires soient consacrées à la réalisation de ces objectifs ainsi qu'à la mise en place d'une infrastructure et de services permettant de réduire la charge de travail non rémunérée des femmes.

La féminisation des parlements nationaux et des administrations locales à laquelle on assiste dans certaines régions du monde ne signifie pas nécessairement que les femmes politiques appliqueront des mesures, budgétaires ou autres, qui servent les intérêts des femmes. L'aptitude de ces femmes à agir en faveur de l'égalité des sexes dépend de plusieurs facteurs parmi lesquels les exigences de leur électorat et aussi leurs appuis politiques, qui leur permettent ou non d'inciter les partis à inscrire cette égalité à leur programme. En outre, pour que les femmes qui exercent des fonctions officielles puissent défendre efficacement la cause de l'égalité hommes-femmes, il faut que les institutions—appareil judiciaire, systèmes d'audit, parlement, administration publique—puissent être réformées de telle sorte que la fonction publique soit jugée en fonction des critères de justice sociale et d'égalité des sexes.

Il résulte des paragraphes qui précèdent, que si les réformes de la politique économique et de la gouvernance ne tiennent pas compte des droits de l'homme et ne favorisent pas la participation ni ne renforcent la démocratie, il sera toujours aussi difficile de faire de la justice entre les sexes un objectif et un critère d'évaluation du secteur public. En effet, si la privatisation des fonctions essentielles de l'État dans certains pays et la limitation de son pouvoir de décision qu'impose la mondialisation dans d'autres, annoncent la disparition de l'État prévoyant, capable de “réglementer” le marché,¹⁰ alors les femmes politiques auront beaucoup plus de mal à placer l'égalité des sexes au cœur de l'action des pouvoirs publics.

Toutefois, il est beaucoup trop tôt pour faire le deuil de l'État. Les nombreuses contradictions du programme de libéralisation obligent à réévaluer les réformes du marché et de l'État, qui ont précarisé les moyens d'existence et déstabilisé les pays. De plus, la

démocratisation et la mondialisation ont suscité chez les citoyens des attentes nouvelles quant au rôle de l'État. Dans différents contextes, des voix s'élèvent pour exiger que les principes de transparence et d'ouverture ne s'appliquent pas uniquement aux transactions commerciales mais à l'ensemble des institutions, publiques et privées. Avec la mondialisation, les instances qui arbitrent les luttes pour les droits se sont multipliées: il en existe désormais, non plus seulement au niveau étatique, mais aussi aux niveaux supranational et infranational. Aujourd'hui, les femmes peuvent porter leurs luttes pour la justice sur la scène internationale, dans le cadre des institutions de la justice mondiale, et elles peuvent aussi être mieux entendues au niveau local, grâce aux nouvelles institutions du pouvoir local.

L'accès des femmes à la justice et la diversification des moyens dont elles disposent viennent appuyer l'action que mènent les défenseurs de l'égalité des sexes à l'échelon national pour obtenir une législation progressiste sur les droits des femmes et veiller à ce qu'elle soit appliquée. Cette stratégie fondée sur le recours à des juridictions multiples est aujourd'hui mise en œuvre au Rwanda, par exemple, pour régler les problèmes de violence sexuelle et domestique.¹¹

L'État a été le principal instrument de protection des droits et il doit le rester même si ses pratiques et institutions ont besoin d'être profondément démocratisées pour garantir la justice entre les sexes.¹² Lorsque l'intégrisme du marché a érodé sa légitimité et son pouvoir d'édicter les règles qui régissent les droits et les obligations des citoyens, il est moins apte à promouvoir le changement social et à faire respecter le principe de l'égalité des sexes.

Des États fragiles, affaiblis ou en proie à des conflits, ont énormément de mal à s'engager sur la voie de l'égalité des sexes; c'est un problème auquel la communauté internationale devra accorder une plus grande attention dans les années à venir. Lorsque l'État se décharge de ses fonctions essentielles—les services sociaux de base, par exemple—sur des organisations humanitaires et caritatives internationales, lorsque les processus de construction de l'État et de consolidation de la paix sont dictés par des acteurs internationaux et lorsque les mouvements féminins nationaux sont faibles, il est extrêmement difficile de forger un consensus national en faveur de la justice entre les sexes.¹³

Dans un autre cas de figure, si la population recherche la protection sociale auprès d'institutions traditionnelles ou d'institutions sociales informelles parce que l'État ne fournit pas les services ou ne parvient pas à rassembler les citoyens autour d'un projet national, la conception conservatrice des relations hommes-femmes peut reprendre le dessus (ou être forgée de toutes pièces). La force morale de ces institutions informelles, l'habileté avec laquelle elles remplacent les services de l'État et leur capacité éprouvée à donner un sentiment de dignité et d'appartenance sociale à leurs membres sont autant de raisons de les associer à la reconstruction de la cohésion sociale après un conflit ou dans les États défaillants.

Il n'est pas toujours facile d'insérer la question de l'égalité des sexes (ou de l'égalité sociale au sens large) dans de tels contextes, surtout lorsque les institutions traditionnelles sont de type patriarcal,¹⁴ mais ce n'est pas impossible. L'Afrique du Sud, par exemple, a imposé aux institutions traditionnelles le respect du principe de l'égalité sociale, qui est inscrit dans sa constitution. Cet exemple montre que l'État doit défendre l'égalité des sexes dans toutes les institutions sociales, ce qui restera une tâche difficile pour les États fragiles ou affaiblis.

On le voit, la bonne gouvernance et l'égalité ont un prix—elles exigent un État fort—mais elles sont indispensables pour construire des nations et des sociétés solides, capables de tolérer la diversité et la différence. Le néolibéralisme propose de réformer le marché et l'État, sans se préoccuper des inégalités. Or si, dans un premier temps, les inégalités, y compris les inégalités hommes-femmes, peuvent accélérer la croissance, à long terme en revanche, elles empêchent la croissance de contribuer à la réduction de la pauvreté, ébranlent la cohésion sociale et ouvrent la voie à l'extrémisme et à l'instabilité politiques.

Notes

- 1 Elson 2002.
- 2 BIT 2004d; Ruggie 2003.
- 3 Molyneux 2002.
- 4 Fukuyama 2004.
- 5 Upham à paraître.
- 6 Evans 2004.
- 7 Mkandawire 2004.
- 8 Rodrik 2004.
- 9 Sen 1999: 141.
- 10 Wade 1990.
- 11 Goetz et Jenkins 2004: chapitres 2 et 4.
- 12 Molyneux et Razavi 2002b.
- 13 Kandiyoti 2004.
- 14 Kabeer 2002.